

GENÈVE

«La mixité? Nécessaire. Pas toujours possible»

Faut-il séparer les élèves par niveaux ou les réunir dans des classes hétérogènes? Alors que Genève votera sur CO22, qui privilégie la seconde option, que dit la recherche?

MARDI 3 MAI 2022 RACHAD ARMANIOS

Alors que la guerre scolaire a repris à Genève, le peuple décidera le 15 mai prochain s'il veut ou non à nouveau réformer le Cycle.
KEYSTONE

FORMATION Vaut-il mieux des systèmes scolaires séparant les élèves en filières ou les regroupant dans des classes hétérogènes? Alors que Genève décidera le 15 mai s'il veut en finir ou non avec les sections et regroupements au Cycle d'orientation, que dit la recherche?

L'association Changeons l'école (CLÉ) a justement voulu donner des clés de compréhension pour éclairer le débat sur CO22 en invitant quatre universitaires autour d'une table ronde. Son président, Stéphane Garcia, doyen dans un collège, précise que, sur CO22, CLÉ, fondée il y a six mois par des gens travaillant ou ayant travaillé au DIP, ne prend pas position, bien qu'on trouve dans son comité le député vert libéral et référendaire Jean-Michel Bugnion.

>> Lire aussi notre édito: Mixité, cohésion, solidarité

Sociologue à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Barbara Fouquet-Chauprade affirme que, globalement, les filières sont «les systèmes les moins efficaces et les plus inégalitaires».

Membre du Groupe genevois d'analyse des politiques éducatives, elle complète: «Plus l'orientation est retardée, mieux c'est pour limiter les inégalités.» Son collègue, Georges Felouzis, insiste sur le fait que la sélection précoce «laisse peu de place à la notion de seconde chance. La séparation a le défaut de pétrifier les statuts scolaires à la fin de l'école primaire.»



«Plus l'orientation est retardée, mieux c'est pour limiter les inégalités» Barbara Fouquet-Chauprade

Le pédagogue Olivier Maulini, qui dirige le Laboratoire innovation, formation, éducation (Life), rattaché à la même faculté, complète: «Des effectifs réduits pour mieux prendre en compte les difficultés d'une partie des élèves sont une mauvaise bonne idée, car on isole de plus en plus ces élèves, on individualise de plus en plus leur prise en charge en les privant des ressources du groupe qui peut stimuler les apprentissages. Résultat, on ne fait alors qu'empiler les dispositifs pour toujours plus individualiser, voire médicaliser l'encadrement des élèves en difficulté.» Dans une classe mixte, quand l'enseignant s'adresse plus particulièrement à un groupe d'élèves, les autres doivent apprendre à se taire, et donc le respect d'autrui, ajoute-t-il. «En réalité, les enseignants enseignent toujours pour toute la classe.»

Lui aussi, au vu des comparaisons internationales, affirme que la recherche a prouvé la supériorité des systèmes hétérogènes, par exemple en Scandinavie ou en Asie. Dans une synthèse qu'il nous a fait parvenir, il note que «l'enseignement par niveaux est contesté dans (presque) toutes les sociétés: l'Allemagne tente de réduire le nombre de ses filières depuis que les comparaisons internationales l'ont mal classée; la Pologne a unifié les siennes et nettement progressé; la Corée du Sud a voulu à l'inverse avancer l'heure de la sélection, mais les experts l'en ont dissuadée.» Au micro, il explique: «Les effets de la concentration des difficultés sont l'étiquetage et la stigmatisation de ces élèves, un autodénigrement et un effet d'attente du corps enseignant, qui va adapter à la baisse ses exigences.»

«Et l'excellence?»

Et plus les paliers d'orientation sont nombreux, plus les discriminations se durcissent: les parents des classes populaires ont tendance à auto-éliminer leurs enfants des filières les meilleures, explique le spécialiste. «Les enseignants ne font pas cette erreur pour leurs propres enfants et vont plutôt demander des dérogations.»



«En réalité, les enseignants enseignent toujours pour toute la classe» Olivier Maulini

Dans sa synthèse, M. Maulini précise encore que les classements et déclassements précoces peuvent susciter des sentiments de révolte, d'injustice, de résignation, et que ces choix ardu reposent essentiellement sur les jeunes les moins bien formé·es, qui vivent une double peine.

Raison pour laquelle un système hétérogène profite en particulier aux élèves défavorisé·es. Ces gains sont largement supérieurs aux effets négatifs marginaux vécus par leurs camarades les mieux noté·es. Et l'excellence? demande un enseignant dans le public. «Il est important pour tout pays de former une élite scolaire, mais là où on observe des politiques de mixité, on constate aussi que l'école est performante en termes d'excellence», répond M. Felouzis.

Puis il prend l'exemple de la France, où le collège unique cache une ségrégation de fait en fonction des emplacements géographiques des établissements. «Les inégalités scolaires y sont très fortes, tandis que l'élite est formée dans les grandes écoles. Abandonner les filières n'aboutit pas à avoir un enseignement moyen, mais à ce que l'obtention des diplômes et la formation des élites ne dépendent pas de l'origine sociale ou migratoire.»

Olivier Maulini affirme encore que «le passage mécanique des filières à des classes hétérogènes apporte une amélioration. Mais la plus-value augmente si l'on y ajoute une pédagogie différenciée efficace, privilégiant des remédiations intensives, ponctuelles et ciblées.» Tout le contraire d'un redoublement ou, justement, d'une séparation dans une classe à niveau. Les effets-leviers de ces remédiations, poursuit l'universitaire, ont un impact sur le climat de la classe, de l'établissement, du corps enseignant, une «boucle vertueuse» favorisant la cohésion sociale.

Or, tout dépend de ce que l'on privilégie: la cohésion ou la compétition sociale? Et c'est là que ça peut coïncider, à entendre Olivier Maulini: «Au vu de leurs effets de ségrégation avérés, il est nécessaire de se passer des filières. Mais le nécessaire n'est pas toujours possible, on est bien placés à Genève pour le savoir.» Car «dans les régions où les diplômés décident le plus des destins sociaux, tout le monde attache beaucoup d'importance à la réussite scolaire».

Historien de l'éducation, Christian Alain Muller voit dans les Trente Glorieuses le début de la course aux diplômes, faisant qu'aujourd'hui, ne pas en avoir laisse comme seul débouché la livraison de pizzas. «Il fallait former de nombreuses personnes pour des emplois 'moyens' dans les services, nécessitant des diplômes. Aujourd'hui, l'école est très importante pour les gens des classes moyennes afin que les générations suivantes puissent conserver leur statut social. C'est pourquoi l'enjeu sur l'école est si fort et pas neutre du tout.»

Une paix scolaire

A Genève, ces rapports de force se sont traduits par ce qu'on appelle la «guerre scolaire» au début des années 2000, et, si l'on traduit correctement la pensée de ces universitaires, de la victoire de la compétition sociale: retour des notes à l'école primaire, puis retour des sections avec l'actuel «nouveau Cycle d'orientation». Celui-ci, qui offre des passerelles pour passer d'un niveau à l'autre, se voulait une réponse politique consensuelle entre deux projets aux antipodes: l'hétérogénéité versus un Cycle multipliant des filières étanches. Genève s'est ainsi achetée la paix scolaire pour près de dix ans. Mais à quel prix?

Alors que ce système se voulait plus sélectif, il n'a rien changé pour la grande masse des élèves, selon Mme Fouquet-Chauprade, qui a étudié cette réforme de près. En revanche, celles et ceux à la marge ont été figés dans la voie de garage de la section la plus faible et génératrice de mal-être, alors qu'avec le précédent système, ces jeunes auraient pu prétendre à un destin scolaire plus gratifiant.

Reste qu'elle aussi prévient: d'une réforme sur le papier comme CO22 à sa mise en pratique, il y a un fossé. Or «quand les acteurs du terrain ne sont pas impliqués dans une réforme éducative, ils ne s'y reconnaissent pas». En ce sens, juge l'universitaire, en comparaison du système actuel qui a été «imposé par le politique», CO22 se veut «relativement innovant» au vu d'une «réelle volonté de négocier, du partenariat avec les syndicats, les partis ou encore l'apport des chercheurs». Mais impossible de parler de co-construction puisque, de fait, «le corps enseignant du Cycle est divisé». Si CO22 passe, une partie du corps enseignant réfractaire pourrait appliquer des stratégies d'évitement, comme on en observe à Neuchâtel, qui a abandonné les filières en 2017.

Olivier Maulini, lui, observe parfois dans les classes hétérogènes des «effets non désirés»: suradaptation de l'enseignement aux aptitudes supposées, sous-stimulation d'individus ou de groupes marginalisés, hiérarchies implicites d'évaluation, exclusions de l'intérieur, dirigisme, paix sociale plus ou moins négociée...

Au passage, le chercheur n'est pas étonné que, si le syndicat du Cycle s'abstient à propos de CO22, celui du primaire soutient cette réforme puisque, par un effet de cascade, «c'est au primaire que l'orientation se joue».

Des élèves coulent

Conclusion du spécialiste: pour arbitrer entre hétérogénéité ou filières, il faut tenir compte d'au moins trois facteurs clés: un corps enseignant plus ou moins apte à mettre en œuvre une pédagogie inclusive; le degré de cohésion social versus l'angoisse endémique d'être bien ou mal sélectionné; une tradition politique de progrès patiemment négociés ou une autre, faite d'effets d'annonce sur fond de préférences idéalisées.

Quant à Christian Alain Muller, il attire l'attention sur une bombe sociale qui transcende ce débat: «10 à 15% d'élèves coulent, qui ne se conforment pas à la forme scolaire, développent une phobie scolaire ou entrent dans un processus de médicalisation, certains ne supportent pas l'énorme pression des évaluations et développent une angoisse. Les parcours se prolongent, on multiplie les dispositifs.» Et la conclusion qui fait mal: en réalité, «on ne sait pas quoi faire avec ces élèves».

Alors que la guerre scolaire a repris, le 15 mai, le peuple dira si, après le retrait de l'initiative pour l'hétérogénéité il y a treize ans, suivi de l'échec du retour des sections en termes d'égalité des chances, le canton est mûr pour à nouveau réformer son Cycle.